

Rappel du plan du blog

I] Economie:

Tout d'abord, nous avons analysé dans la première partie les principales notions économiques permettant de comprendre la Gestion monétaire à travers le monde, ses fonctionnements, ainsi que toutes les subtilités que cela comporte.

II] Maux de société et inégalités:

Par la suite, dans la seconde partie appelée «Maux de société et inégalités », nous avons exposé les inégalités les plus frappantes à l'aide de documents précis, concrets et irréfutables. Y sont analysés les plus évidentes incohérences et abérations concernant les domaines de la politique, de l'économie et surtout de la vie de société. Un condensé d'indignation pour plus de réflexion.

III] Officieux: ce qui n'est pas dit, ce qui n'est pas su:

Et enfin, nous aboutirons à la partie la plus intéressante et la plus décisive de ce travail: l'officieux. Nous y traiterons des grandes actions (économiques), mesures (politiques) et autres événements (sociaux) cruciaux dont la grande majorité des individus ne connaissent ni le but, ni les moyens ni même l'existence. C'est pourquoi nous chercherons à savoir ce que l'on ne nous dit pas ainsi que la raison de ce silence inquiétant.

Eclaircissons:

Elite: personnes qui occupent le premier rang de la société par leur formation intellectuelle.

Mondialisation, corruption, hégémonie,
homogénéisation, globalisation, spéculation,
investissements, politiques, lobbys, libéralisme,
élitisme, cupidité, altermondialisme, activisme,
capitalisme, oligopole
(?)

Tous inégaux: démonstration:

Les inégalités dans la consommation sont criantes. A l'échelle mondiale, les 20 % d'êtres humains vivant dans les pays les plus riches se partagent 86 % de la consommation privée totale, contre 1,3 % - pour les 20 % vivant dans les pays les plus pauvres.

Plus précisément, les 20 % les plus riches :

- mangent 45 % de la viande et du poisson consommés dans le monde, contre 5 % pour les 20 % les plus pauvres,
- consomment 58 % du total de l'énergie mondiale, contre moins de 4 % pour les 20 % les plus pauvres,
 - disposent de 74 % des lignes téléphoniques (contre 1,5 %),
 - consomment 84 % du papier utilisé dans le monde (contre 1,1 %),
- possèdent 87 % des véhicules circulant dans le monde (contre moins de 1 % pour les 20 % les plus pauvres). (...)
- Les 20 % de la population mondiale vivant dans les pays les plus riches sont responsables de 53 % des émissions de dioxyde de carbone, contre 3 % pour les 20 % habitant les pays les plus pauvres.



- * 5 milliards de dollars seraient nécessaires et suffisants pour éliminer l'analphabétisme
 - * 7 milliards de dollars pour stopper la déforestation
- * 13 milliards de dollars pour arrêter le trou de la couche d'ozone et le réchauffement de la planète
 - * 10,5 milliards de dollars pour stabiliser la démographie
- * 15 milliards de dollars pour assurer une protection santé à tout le monde
 - * 19 milliards de dollars pour permettre l'accès de tous à l'eau potable
 - * 19 milliards de dollars pour diffuser la trithérapie aux malades du SIDA
- * 19 milliards de dollars pour arrêter la famine et la malnutrition dans le monde
- * 21 milliards de dollars pour permettre à tous les sans-abri d'avoir un logement décent
 - * 30 milliards de dollars pour éliminer la dette des 40 pays les plus pauvres
- * 32 milliards de dollars pour stopper l'érosion des sols et prévenir les pluies acides
- * 50 milliards de dollars pour développer des énergies alternatives et fournir à tous une énergie propre et sûre

Total = 240,5 milliards de dollars.

Une bien belle somme, mais plutôt dérisoire quand on sait que:

- * Total des dépenses militaires mondiales en 2009: **1464 milliards de dollars** (756 en 2001, ce chiffre allant croissant fortement depuis les attentats du 11/09/2001).
- * Plans de relance de l'économie pour les banques en 2009: **5000 milliards de dollars**

Les exemples restent plus que nombreux, comme la consommation en eau selon le continent, ou encore l'esperance de vie... Parallèlement, les dividendes des actionnaires ont été grassement augmentés en cette année de crise (2009)... etc etc etc et encore etc



Nous avons vu que ceux dont le ressort est de gérer l'argent n'ont pas les mêmes préoccupations/attentes que le reste de la population mondiale. Pourtant une répartition équitable est élémentaire, essentielle, cruciale, primordiale...

La question issue de ce raisonnement est la suivante: par quels moyens précis parviennent-ils à maintenir tant d'ecarts?



Dans un ordre logique, le premier point à aborder est la condition de l'économie mondiale. La mondialisation (exacerbée) actuelle est la conséquence de cette dérégulation excessive qu'on peut appeler ultra-libéralisme ou encore capitalisme sauvage. Le FMI, le GATT et l'OMC, associés avec le G8 en sont les principaux instigateurs et acteurs. Une loi de la jungle économique donnant tout pouvoir aux fortunes et personnes influentes.

Ensuite, nous verrons comment en jouent les grands acteurs économiques.

Et enfin, nous étudierons les influences (relativement préméditées) sociales et humaines que peuvent avoir ces faits.

Délinquance économique rime avec dérégulation: une dépénalisation progressive et fort discrète:

Le processus de pénalisation de la vie économique engagé au début du XXe siècle a concerné d'abord les infractions en rapport avec la consommation, puis les détournements commis par les responsables d'entreprise (abus de biens sociaux) et, enfin, la vie des sociétés suivie des marchés financiers et de la Bourse dans les années 1960-1970. Mais ce mouvement a été inversé ces dernières années au nom d'un risque pénal incohérent et imprévisible qui menacerait les activités économiques. De fait, la vie des sociétés est dépénalisée au profit de la gouvernance d'entreprise qui inspire les lois sur les nouvelles régulations économiques ou la sécurité financière votées au début des années 2000.



Ces lois abrogent des dizaines d'infractions représentant plus de la moitié des sanctions pénales du droit des sociétés. Le résultat est net. Aujourd'hui, les condamnations en rapport avec la législation économique et financière représentent moins de 1 % de la délinquance sanctionnée par les tribunaux.

Exemples: 1 - Force est de constater l'effondrement progressif de ce domaine d'investigation par les services de police et de gendarmerie. Ces services, qui traitaient il y a vingt ans 100 000 faits annuels en rapport avec la législation économique et financière (banqueroute, abus de biens sociaux, etc.), ont divisé leur activité par cinq.

2 - Durant les vingt dernières années, on constate une stabilité, voire une diminution, du nombre de condamnations prononcées par la justice en matière économique et financière : 28 497 en 1990, 27 152 en 2008 (dernier chiffre disponible).

Manigances bancaires: Cf « argent dette » et le procédé de création monétaire.

« Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est peut-être le tour de dextérité le plus étonnant qui fut jamais inventé. La banque fut conçue dans l'iniquité et est née dans le pêché. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez la leur, mais laissez-leur le pouvoir de créer l'argent et en un tour de mains ils créeront assez d'argent pour la racheter. Otez-leur ce pouvoir, et toutes les grandes fortunes comme la mienne disparaîtraient et ce serait bénéfique car nous aurions alors un monde meilleur et plus heureux. Mais si vous voulez continuer à être les esclaves des banques et à payer le prix de votre propre esclavage laissez donc les banquiers continuer à créer l'argent et à contrôler les crédits. »

La banque vous demande de lui verser, en plus de la somme prêtée, des intérêts. La banque vous a donné une somme d'argent, donc (en théorie) vous pouvez lui rembourser cette même somme d'argent. C'est comme un objet prêté que vous rendez. Par contre, la banque ne vous donne PAS de quoi lui verser des intérêts. Vous devez donc prélever ces intérêts sur la masse monétaire en circulation.

Or, normalement, la monnaie en circulation est (devrait être) le reflet du volume de biens et de services disponibles à un moment donné : les consommateurs doivent (devraient) pouvoir acheter TOUS les biens et services disponibles, les producteurs doivent (devraient) pouvoir écouler TOUTE leur production. S'il y a plus de biens et services disponibles, il est normal d'augmenter la masse monétaire en circulation, afin que les achats puissent s'effectuer correctement (ou de baisser les prix, tout dépend du cas de figure et des choix).

Or, le mécanisme de la dette prélève de l'argent « réel » en circulation (correspondant aux biens et services réels disponibles sur le marché) pour le détourner vers les banques. Et cet argent ne sert pas uniquement à payer les salaires des employés de banque. Une partie devient PROPRIÉTÉ des banques. Les banques s'approprient de l'argent « réel » (« réel » car cet argent est un pouvoir d'achat sur des biens réels).

A cela s'ajoute l'influente puissance de l'argent:

La corruption et les lobbys:

Un lobby est un groupe de pression qui tente d'influencer les lois, les réglementations, l'établissement des normes (industrielles par exemple), les décisions..., pour favoriser ses propres intérêts, économiques en général. Un lobby peut être un regroupement plus ou moins formel d'acteurs qui partagent des intérêts communs ou qui appartiennent à un même secteur d'activité professionnelle (oligopole).

Un exemple parlant: les voitures électriques, concevables à bas prix depuis 10 ans, ne se démocratisent toujours pas à cause de l'influence des compagnies pétrolières sur les constructeurs automobiles



Puis la corruption:

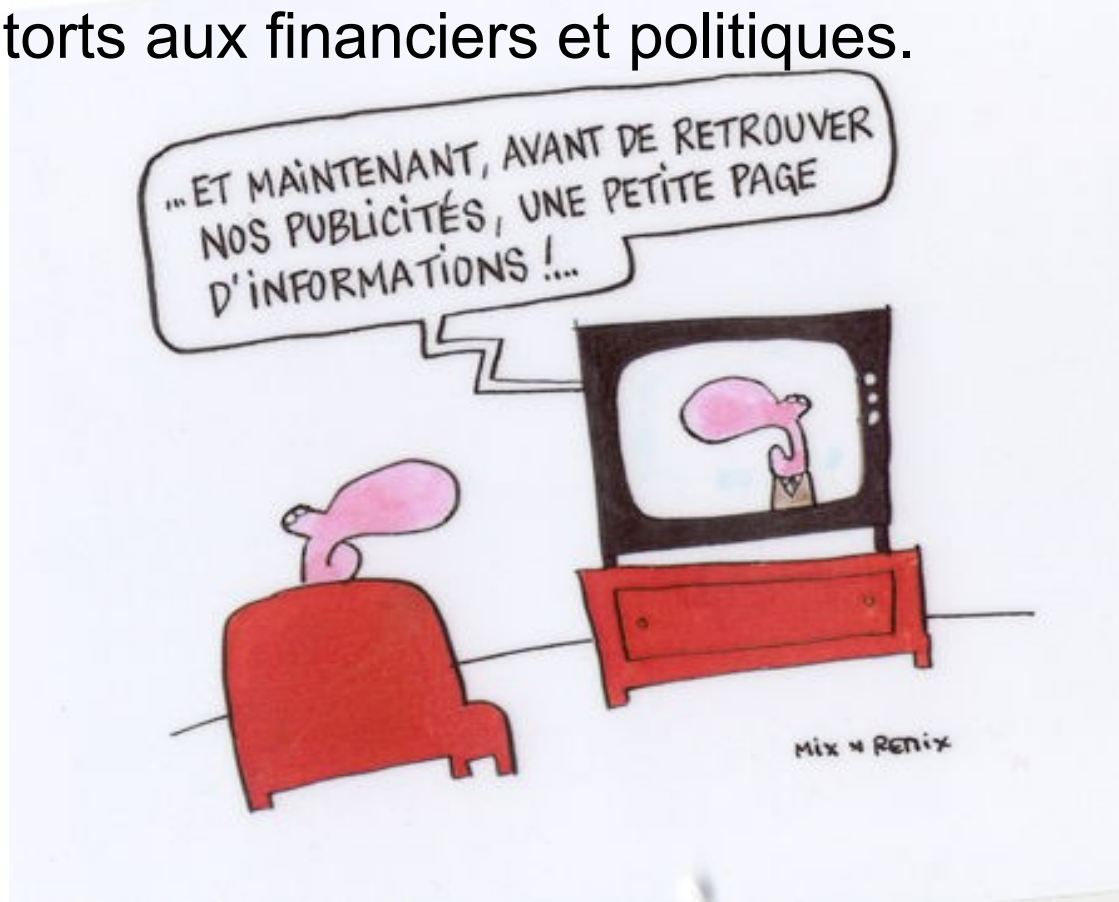
Corruption active, extorsion, fraude, trafic, détournement -- mais aussi népotisme et connivence -- en font partie. Les actes les plus directs n'impliquent pas toujours le versement de fonds ; d'autres « cadeaux » ou avantages, tels que l'admission dans un club très fermé ou la promesse de bourses pour des enfants, ont été utilisés comme « pots- de- vin » pour conclure des affaires. Quelle que soit sa forme, la corruption implique toujours un échange ; elle suppose qu'il y ait, d'une part, une offre (le corrupteur) et, de l'autre, une demande (le bénéficiaire).

A terme, aucun pays ne peut supporter les coûts sociaux, politiques et économiques qu'entraîne la corruption. Elle sape la confiance dans les institutions politiques et incite à mépriser les règles du droit ; elle fausse l'affectation des ressources et nuit à la concurrence sur les marchés ; et elle a des effets néfastes sur l'investissement, la croissance et le développement. En outre, la corruption a un coût extrêmement élevé pour les classes les plus pauvres de la population dans la mesure où elle leur interdit l'accès aux services de base essentiels.



Les médias, quel bel outil:

Les médias, aussi appelés le quatrième pouvoir, façonnent l'opinion publique, érigent la pensée unique. Par une sur-information, les médias désinforment. Les événements, même les plus tragiques, sont banalisés, les auditeurs en deviennent désensibilisés. Penser par soi-même se raréfie. Et puis on matraque de publicités pour inconsciemment consommer, on effraie pour mieux régner. Mais surtout, on évite ainsi d'aborder les sujets « facheux » qui causerait torts aux financiers et politiques.



En matière de médias, rien n'est innocent. Et le silence moins que tout.

Dès lors, celui qui maîtrise bien les techniques de manipulation de l'information et qui en use avec circonspection, peut mener l'opinion publique, c'est-à-dire la majorité des citoyens à se mobiliser dans un sens ou dans un autre, en fonction de ses objectifs. Lorsque l'on sait qu'en " démocratie " les politiciens tournent casaque au gré de ce qu'ils croient être l'opinion, on ne peut qu'en conclure que celui qui tient les rênes de l'information et des médias dirige en fait la société. Le " quatrième pouvoir " est donc bien un terme impropre : en réalité, il s'agit de la clé de la puissance politique et du pouvoir réel.

Le Constituant ne s'est guère préoccupé des médias. Il s'est borné à proclamer pieusement la liberté de presse. Cet oubli, grave de conséquences, a permis à des poisons redoutables de se répandre. Du fait des manipulations des médias, l'idéal démocratique est, plus que jamais, devenu une façade.

Conclusion:

Nous avons jusque là schématisé la situation économique et sociale du monde, bien que celle-ci serait beaucoup plus complexe à résumer, mais j'aimerais poursuivre par une question:

Comment améliorer la condition de l'Homme alors que le pouvoir politique et la puissance par l'argent d'une extrême minorité régissent égoïstement le monde?

honnêtes, bienveillants, lucides et
pragmatiques(...)

J'invite les grands financiers à cesser leur dictature monétaire, sans quoi la pollution, la misère et la déshumanisation ne cesserons.

Et enfin, avis aux peuples, ne cédon pas a l'individualisme facile et à l'indifférence qui étouffent progressivement nos sociétés et souvenons-nous du sens du mot « humanisme ».

Compréhension, empathie, indignation, curiosité, sensibilité, solidarité, justice, réflexion, action et progrès pourraient (devraient) êtres nos mots d'ordres.

L'activisme est une solution, je laisse alors la parole à Léo sur ce sujet stimulant!

Bibliographie:

- wikiberal.org
- tatouterrien.hautetfort.com
- oboulo.com
- ridi.org
- Alternatives économiques
- wikipedia.org
- "MARIANNE: LES EPARGNANTS PIEGES PAR LES IMBECILES", Philippe Cohen
- Alain Sueur, le Blog Boursier
- R.Kortenhorst, Alternatives économiques
- economie-analyses-actualites-opinions.over-blog.com
- Arnaud DELAGE, le blog des curieux
- Thierry Godefroy et Laurent Mucchielli, chercheurs au CNRS, Le Monde
- OCDE, Affairisme: la fin du système: Comment combattre la corruption, publication en septembre 2000
- Extraits de l'Article du Monde Diplomatique "La dépossession de l'Etat" de Riccardo Petrella
- peoi.org
- STIGLITZ E. Joseph, « Le triomphe de la cupidité », Les liens qui libèrent, février 2010 467 pages